

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** La différence se manifesterait dans l'atmosphère de travail, dans l'esprit d'équipe. Cette atmosphère, empoisonnée par l'attitude irréductible du premier ministre et de son gouvernement, pourrait se détendre si Ottawa reconnaissait que les provinces sont des associées, non pas des ennemis, au sein de la Confédération. Quand l'atmosphère aura été assainie, je suis convaincu, moi citoyen de l'Alberta qui me suis donné la peine d'apprendre l'autre langue officielle et de comprendre les différences culturelles et les diverses conditions de vie que connaissent les citoyens de notre merveilleux pays, je suis convaincu dis-je que nous serons alors en mesure d'aborder les grandes questions et de nous demander comment notre constitution est le reflet des réalités culturelles, régionales et nationales au Canada.

Maintenant, monsieur l'Orateur, passons à l'économie. Rien que d'en parler, on en étouffe presque. Je souhaiterais que les solutions à donner aux problèmes du pays soient aussi simples que d'avalier un verre d'eau. Mais au lieu de cela, ce qu'il nous faut c'est un changement beaucoup plus radical. Notre pays connaît une croissance bien inférieure à son potentiel.

Au lieu d'atteindre une croissance réelle de 5 p. 100, ce qui serait possible avec des politiques efficaces, d'après la Conférence Board du Canada nous aurons de la chance si nous parvenons à une croissance de 4 p. 100 cette année et de 3.7 p. 100 en 1979. Cette faiblesse économique, nous la payons très lourdement. Encore une fois, selon cet organisme, un taux de croissance réel de 4.75 p. 100 et un taux de chômage de 5.5 p. 100 produiraient—et j'insiste sur ces chiffres—41 milliards de dollars de plus de richesses pour les deux prochaines années, richesses que l'on pourrait utiliser à faire naître de nouveaux emplois, créer de nouveaux investissements et favoriser la croissance. La Conférence Board estime également que si l'on atteignait ces taux de croissance et ces objectifs d'emploi, les revenus fiscaux des gouvernements fédéral et provinciaux augmenteraient cette année et l'année prochaine de plus de 13 milliards de dollars. Ce serait le moyen de réduire le déficit, et ces revenus permettraient de ramener un équilibre dans les comptes financiers du gouvernement.

Ce n'est pas simplement des politiques précises dont nous manquons à présent. Il n'y a absolument aucune cohésion dans la politique économique canadienne. Le gouvernement ne s'est fixé aucun objectif économique réaliste. Le ministre et ses propres fonctionnaires ne sont pas d'accord. Dans l'ensemble, nous souffrons d'une complète carence de direction. Et pourtant les priorités en matière d'économie sont claires. Tout d'abord, le Canada a besoin d'un programme propre à relancer l'économie. J'ai proposé un programme de ce genre en partant du principe que si l'on remet assez d'argent dans les mains des particuliers canadiens, ils sauront le dépenser avec plus d'efficacité que le gouvernement ne le fait.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous avons proposé une réduction fiscale se traduisant par \$300 au moins par an qui reviendraient aux mains des Canadiens disposant de revenus faibles et moyens.

● (1542)

Nous avons proposé un programme étalé sur une période de quatre ans en vue de permettre de déduire une partie des intérêts hypothécaires et des impôts fonciers.

*L'Adresse—M. Clark*

Nous avons proposé des stimulants fiscaux importants à la recherche et au développement, les petites entreprises ainsi que le recours à des contrats fiscaux pour les sociétés qui s'établissent dans des régions à lente croissance.

Je tiens à dire au gouvernement en toute générosité que s'il n'a pas de programme, il ne se gêne pas pour prendre le nôtre.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Qu'il le modifie, s'il le désire. Sur la question de la déduction des hypothèques, il voudra sans doute consulter ses candidats dans Westmount et Scarborough qui sont tous deux d'accord avec nous. Là encore, la division règne au sein du parti libéral. Je ne sais pas si cela a quelque chose à voir avec le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Quelqu'un demande: «Et David Crombie?» A la différence des candidats libéraux dans Westmount et York-Scarborough, David Crombie sera prochainement à la Chambre des communes et parlera pour lui-même.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Lorsque le ministre posera cette question—à supposer qu'il puisse se faire réélire dans sa propre circonscription le moment venu—il verra que M. Crombie est totalement d'accord avec le programme que nous avons présenté et qu'il l'a déclaré à de multiples occasions. Je me demande si le ministre est en mesure d'en dire autant de son candidat dans Westmount ainsi que de celui dans York-Scarborough.

Je ne trouverais rien à redire si le gouvernement, après avoir repris notre programme, le modifiait, mais qu'au moins il présente un programme au Parlement afin que les Canadiens puissent en retirer l'impression que la Chambre des communes s'efforce de régler certains des problèmes économiques qui se posent dans notre pays.

Secondo, parallèlement aux stimulants, nous avons besoin d'un programme d'austérité véritable, sérieux et permanent. Le prétendu programme d'austérité du gouvernement est absolument illogique. En avril dernier, par exemple, il a adopté des mesures incitatives en faveur de la recherche et du développement. Qu'a-t-il donc fait ensuite? Eh bien, il vient de fermer les laboratoires de recherche sur les pêches et les forêts. D'un côté, le gouvernement se met à licencier des fonctionnaires et, de l'autre, il fait payer aux contribuables canadiens le coût du jet qu'emprunte le premier ministre pour aller parler aux rédacteurs du *Globe and Mail*.

Mise à part le licenciement des fonctionnaires par les libéraux, il n'y a aucune permanence dans le prétendu programme d'austérité du gouvernement. Il s'agit, ainsi que le ministre des Finances l'a déclaré à Willowdale l'autre jour—et nous possédons également un enregistrement de cette déclaration—d'une simple «pause»—et je cite—avant que, ainsi qu'il l'a dit lui-même, le gouvernement—et je cite encore—«ne recommence à redistribuer la richesse». Son objectif n'est donc pas de faire prospérer le Canada, mais simplement de distribuer des parts de plus en plus petites d'un gâteau moins riche.